

pied un groupe qui a utilisé une plateforme en ligne afin de mobiliser des experts à l'appui des militants et d'encourager une collaboration de masse parmi les Égyptiens.

« Il s'agit d'un concept d'une incroyable puissance, qui change déjà le monde qui nous entoure », déclare Ben, un vétéran du Moyen-Orient au MAECI. Il voit dans Cloud to Street un projet expérimental de politique étrangère à l'ère de l'information.

Farhaan explique que le groupe a mené une série de séances auprès des militants au Caire, a organisé des séances intensives où des programmeurs de Silicon Valley produisaient des logiciels gratuits à leur intention, et a mis au point des outils d'externalisation ouverte permettant à de nombreuses personnes de collaborer simultanément à des activités comme la contribution à la rédaction de la nouvelle constitution de l'Égypte.

« La grande question est de savoir comment faire passer la technologie d'un petit noyau à l'ensemble de la population », soutient Farhaan. Analyste principal à l'ACDI, il se dit fasciné par la manière sophistiquée dont la technologie a été utilisée pour mobiliser les gens en Égypte. « La technologie de l'information peut servir d'accélérateur ou de catalyseur; elle offre la capacité de canaliser les réflexions d'un grand nombre de gens, sans restriction géographique ou de temps, pour créer une voix unifiée très puissante. »

Inspirée par le rôle important des médias sociaux dans le mouvement du printemps arabe, ainsi que lors d'autres phénomènes récents comme les émeutes du nord de Londres et les mouvements d'occupation, la Direction générale des politiques du MAECI s'est engagée dans une initiative de politique ouverte qui promet de transformer la façon dont les politiques sont élaborées.



Ben Rowsell participe à un séminaire sur Twitter à la place Tahrir en août dernier, levant la main pour signaler son accord au présentateur et envoyant un gazouilli directement de son portable.
photo : Hanna Sistek

« Le printemps arabe a été l'un des événements marquants qui ont mis en évidence le rôle des médias sociaux », affirme Marketa Geislerova, analyste principale de la politique pour la Direction de la recherche sur les politiques. « Il a ouvert les yeux à bien des gens. Dans le cyberspace, il est possible d'organiser, de faire de l'agitation politique et de créer. »

Marketa et une autre analyste de la politique, Andréanne Goyette, ont créé un réseau en direct sur GConnex, le réseau social pangouvernemental. « N'importe qui peut se joindre à la communauté, appelée Réseaux, hyperconnectivité et politique étrangère, explique Andréanne, et y apporter sa contribution ». On prévoit organiser des tables rondes, des séances de discussion rapide et des exercices faisant appel à des chefs de mission, à des représentants étrangers au Canada et à d'autres groupes.

« Nous nous ouvrons à l'information de toutes les sources », précise Marketa, qui ajoute que l'initiative réunit déjà un groupe représentatif d'employés du MAECI et d'autres ministères, qui auront tous leur mot à dire sur l'évolution de l'initiative.

Andréanne indique que l'objectif est de mieux comprendre l'intermédiaire numérique et la façon de l'exploiter à l'avenir. « Nous voulons que les gens en parlent et nous disent ce qu'ils en pensent. »

« Les médias sociaux changent la façon dont les gens participent aux processus politiques, affirme Marketa. Nous reconnaissons que les diplomates n'ont pas le monopole de la politique étrangère. »

Pour participer à l'initiative d'élaboration ouverte de politiques, rendez-vous sur GConnex dans le site intranet du MAECI, et recherchez la communauté Réseaux, hyperconnectivité et politique étrangère.



Le blogueur Ahmed Ragab : « Ce sont les jeunes qui ont porté la révolution depuis Facebook et Twitter jusqu'aux places. »
photo : Muhamed Sabry